

Grèce : l'Union européenne aidera Athènes « par des actions coordonnées »  
Cet article a été imprimé sur : <http://balkans.courriers.info/article14689.html>  
lundi 15 février 2010

Réunis en sommet à Bruxelles jeudi 11 février, les 27 ont donné une réponse commune à la crise qui secoue la Grèce. Si aucun fond n'a été débloqué, Bruxelles a mis en place une quasi tutelle sur Athènes. La Commission veillera au respect du Pacte de stabilité tandis que la BCE s'occupera de soutenir l'économie grecque. Évoqué un temps, l'intervention du FMI n'interviendra finalement que si la Grèce ne met pas en oeuvre de manière satisfaisante sa politique de réduction budgétaire. Le 15 février, la réunion des ministres de l'Économie européens précisera les termes de l'aide financière éventuelle de l'UE.

Par Manolis Spinthourakis

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne ont finalement décidé jeudi 11 février, après d'interminables négociations en coulisses ces derniers jours, que, si le besoin s'en faisait sentir, ils viendraient en aide à la Grèce « par des actions coordonnées » des pays de la zone euro, arrachant au passage à Athènes l'engagement qu'en cas de besoin, la Grèce prendra toutes les mesures nécessaires pour réduire son déficit financier.

« L'accord qui a été trouvé fonctionne à double sens : d'une part, la solidarité de l'Union européenne envers la Grèce est affirmée, et d'autre part la Grèce doit démontrer sa responsabilité pour ce qui concerne son assainissement financier », a déclaré le président de l'Union européenne, Hermann Van Rompuy, peu après la fin du sommet. □ □

La question est maintenant de savoir comment réagiront les marchés, soulignaient à Bruxelles de hauts responsables européens, ainsi que de nombreux analystes économiques. Ils estimaient en même temps que les décisions prises par l'Union européenne devraient couper les appétits des jeux de spéculation. Ceci n'était cependant pas assuré dans la mesure où jeudi encore les bourses et les marchés des monnaies continuaient à réagir avec nervosité, mais pas de façon aussi déraisonnable qu'ils l'avaient fait les jours précédents. □

Cette nervosité s'expliquerait selon beaucoup par le fait que, contrairement aux attentes, l'Union européenne n'a pas annoncé de nouveau mécanisme financier qui, en cas de force majeure, pourrait intervenir au profit des États membres soumis à des mouvements de spéculations. Ce choix est par ailleurs interprété par beaucoup comme un signe de faiblesse de la construction européenne. Mais, d'un autre côté, nombreux sont ceux qui estiment que dès que les principales économies des 27 seront touchés par le problème, en premier lieu l'Allemagne, ces pays prendront conscience de la nécessité de promulguer un nouveau mécanisme de soutien financier.

Berlin a certes accepté de mettre la main à la poche en cas de besoin et de soutenir économiquement la Grèce, mais elle a sans aucun doute reçu de fortes contreparties. Elle a surtout demandé que la Grèce soit placée sous triple surveillance et non seulement sous la surveillance des organismes institutionnels de l'Union européenne : Commission et Banque centrale européennes. Le pays sera également surveillé par le Fonds monétaire international.

La répartition de cette surveillance s'effectuera comme suit : la Commission européenne contrôlera le respect du Pacte de stabilité, la Banque centrale européenne s'occupera du cas où se ferait sentir la nécessité de soutenir l'économie grecque ; enfin, le Fonds monétaire international fera ce qu'il sait le mieux faire, à savoir imposer des politiques financières restrictives, et forcer les États « indisciplinés » à adopter toutes les mesures jugées nécessaires. Ce plan *de surveillance*, inédit dans les annales européennes, a convaincu Berlin de mettre de l'eau dans son vin, et de consentir à ce que la Grèce soit soutenue par la zone euro. □

Cependant, le plan que soutenait au départ la chancelière allemande Angela Merkel était tout autre. Elle avait clairement fait comprendre qu'elle préférerait une entente directe avec la Grèce pour lui prêter le montant nécessaire avec, en contrepartie, l'assurance que la Grèce prendrait des obligations supplémentaires par rapport à celles qu'elle avait déjà prises dans le cadre du programme de stabilité.

L'accord final qui a été trouvé convient à tous, sauf aux spéculateurs. Il reste cependant à spécifier les procédures selon lesquelles la Grèce sera soutenue, en cas de besoin. Cette spécification sera établie, selon le président de l'Euro-groupe Jean-Claude Juncker, lors du conseil des ministres de l'Économie européens qui se tiendra lundi 15 février à Bruxelles.

Mise en ligne : lundi 15 février 2010

**LE TEMPS** Arturo Bris samedi 20 février 2010

«La crise économique en Italie, en Espagne et au Portugal est plus effrayante qu'en Grèce». Questions à Arturo Bris, professeur de finance à l'IMD, Lausanne

Le Temps: Pourquoi le déficit budgétaire de la Grèce est-il devenu un problème urgent alors que ses finances publiques sont catastrophiques depuis plusieurs années?

Arturo Bris: Les gouvernements grecs successifs ont financé les investissements par des emprunts. Mais la crise financière de 2008-2009 a déclenché un déficit ingérable, créant un grand marché pour les obligations d'Etat. Dans un marché où il y a beaucoup de liquidités, les investisseurs ont été attirés par la Grèce où le rendement était meilleur à cause de risques plus élevés qu'ailleurs. C'est le coût de l'endettement qui pose problème et pas l'endettement lui-même.

– N'y avait-il pas des signes avant-coureurs de cette crise?

– La Grèce connaît un déficit budgétaire depuis longtemps et la Commission européenne a déjà attiré son attention sur ce problème. La Charte européenne ne prévoit pas de sanctions, à moins que l'ensemble de son système monétaire ne soit menacé. Entre 1995 et 2002, de nombreux pays, et pas les moindres, n'ont pas respecté les critères de la convergence qui autorisent un déficit de 3% du produit intérieur brut.

– Quelle est la responsabilité des spéculateurs dans la crise grecque?

– Le mot spéculateur a une connotation négative, mais c'est simplement quelqu'un qui achète à un prix bas et qui revend à prix relevé, prenant ses décisions sur la base des flux d'informations. Ce n'est pas une activité indésirable et c'est ainsi que fonctionne le marché. Si on n'aime pas cela, il faut changer les lois ou adopter un autre système économique. Ce ne sont pas les spéculateurs qui ont déclenché la crise grecque et ils ne sont pas à blâmer. Cette crise, mais aussi celle en Asie en 1997 et en Amérique du Sud en 2002, a été déclenchée par la mauvaise gestion financière. Une étude a montré que, sans les spéculateurs, la crise asiatique aurait été plus terrible en 1997. Ils mettent en lumière la fragilité de certains pays.

– Plusieurs voix dénoncent certaines banques, notamment Goldman Sachs, qui auraient manipulé les comptes et aidé à camoufler la mauvaise situation de l'économie grecque. Vous y croyez?

– La manipulation est une expression légale qui signifie l'utilisation de fausses informations avec l'objectif de gagner de l'argent. A ma connaissance, Goldman Sachs a vendu au gouvernement grec de l'époque un produit financier courant et légal et a gagné de l'argent en échange. On peut se demander si ce produit est éthique. Mais, dans tous les cas, il y a des gagnants et des perdants dans les opérations financières. Dans le cas grec, Goldman Sachs fait un bon bouc émissaire.

– La Grèce a adopté un plan de stabilité pour réduire son déficit. Est-ce la bonne solution?

– C'est la seule. Le pays ne peut pas vivre au-dessus de ses moyens. Cette solution pose toutefois deux défis de taille. D'abord, il peut donner lieu à la contestation sociale et politique. Ensuite, tout le monde sort de la récession en faisant des investissements massifs, en créant des emplois, en augmentant le pouvoir d'achat, ce qui donne un coup de fouet à la consommation. Or, il n'y a rien de tout ça dans le plan grec. Bien au contraire. Le gouvernement appelle la population à se serrer la ceinture. La Grèce ne va pas sortir de la récession de sitôt mais, en réalité, elle n'a plus de choix.

– Peut-elle convaincre la population de faire des sacrifices?

– Oui. Les Grecs sont conscients de la fragilité de leur économie depuis longtemps. Ils acceptent d'avaler une pilule amère en connaissance de cause. La preuve: les manifestations appelées par les syndicats sont marginales. Ces derniers, proches de l'actuel pouvoir, savent que les changements sont indispensables. Mais l'Etat doit tout de même faire attention et veiller à ce que le fardeau soit partagé par toute la population. S'il y a une perception qu'une seule partie est concernée, c'est l'ensemble du programme qui sera compromis. Le gouvernement ne doit par ailleurs pas laisser se développer un sentiment selon lequel le plan d'austérité est imposé par Bruxelles.

– La mise en œuvre du plan de stabilité se fait sous la surveillance de l'Ecofin. Peut-on dire que la confiance est rétablie?

– Le rôle de l'Ecofin était de convaincre les marchés en leur disant que l'Europe était derrière la Grèce et qu'elle se portait garant de l'application du plan de stabilité. Sans ce message donné mardi dernier, l'Espagne, l'Italie et le Portugal, dont les finances publiques sont aussi fragiles, deviendraient la cible des marchés qui leur prêteraient de l'argent, mais à des coûts élevés. Les pays européens ont envoyé un autre message de solidarité en achetant, par l'intermédiaire de leurs institutions financières, des obligations d'Etat émises par les pays en difficulté.

– Il n'empêche qu'il reste à la Grèce de trouver 54 milliards d'euros en 2010, l'équivalent de 20% de son PIB, pour honorer ses engagements. Où va-t-elle trouver cette somme?

– Le gouvernement a pris l'engagement de réduire son déficit de 4% cette année par rapport à 2009. Il doit encore veiller à ce que les recettes (taxes et autres droits) rentrent dans les caisses publiques à temps. Il devra probablement aussi couper davantage dans la fonction publique. Dès que ces mesures seront en voie de réalisation, l'Etat grec pourra aller lever les 54 milliards sur le marché. Si sa crédibilité est rétablie, le coût du financement ne sera pas élevé.

– Il était question de faire appel à la Chine...

– Les marchés sont partout. Des placements en euros sont attirants pour les investisseurs asiatiques. La Chine est déjà l'un des grands acteurs dans les marchés d'obligations d'Etat. Elle est le plus grand détenteur des obligations américaines.

– **Que pensez-vous de la création d'un fonds européen pour venir en aide aux pays en difficulté?**

– **Cela n'est pas envisageable. La Constitution allemande interdit la création d'un tel instrument. Un tel fonds serait un mauvais message aux pays dont la gestion financière laisse à désirer.**

**Pourquoi pas un recours au Fonds monétaire international (FMI), dont la fonction est de prêter aux Etats en faillite?**

**Ce serait un signal terrible que de comparer la Grèce à l'Argentine. L'expertise du FMI sera toutefois nécessaire pour la surveillance de la mise en œuvre du plan grec de stabilité.**

– Faut-il craindre la contagion à d'autres pays comme l'Italie, l'Espagne et le Portugal?

– La Grèce est très différente de ces pays. Ici, le gouvernement a tenu un langage de vérité et la population est consciente des défis qu'elle doit affronter. **En Italie, en Espagne et au Portugal, les problèmes ne sont pas reconnus publiquement.** L'endettement n'est pas dramatique dans ces pays, mais le déficit n'arrête pas de se creuser, notamment à cause des dépenses sociales et de diverses subventions. Le chômage monte dans ces pays mais on ne voit pas de chômeurs dans les rues. **Les stades et les centres commerciaux sont remplis parce que les Etats paient des allocations de chômage. On peut dire que la situation est plus effrayante dans ces trois pays qu'en Grèce.**

– Que peuvent faire ces pays?

– Adopter un langage de vérité, expliquer à la population qu'ils ne peuvent pas augmenter les pensions sans augmenter les taxes, entreprendre des réformes structurelles de l'économie et surtout vivre selon ses moyens. Les Grecs ont un iceberg en face d'eux et apprennent maintenant à naviguer autour. Les Italiens, Espagnols et Portugais naviguent dans la nuit et ignorent qu'un iceberg se trouve sur leur passage. Il y a aussi la crédibilité à établir. Les politiciens ne peuvent pas envoyer des messages contradictoires et faire des promesses irréalistes. Les marchés ne jugent pas les déclarations d'intention, mais des mesures concrètes qui ont un impact sur les perspectives financières et économiques.

– Peut-on parler, dans le sillage de la crise financière, de la récession et de la crise fiscale dans de nombreux pays, d'une décennie perdue à venir pour l'Europe?

– Oui. Le processus a commencé depuis longtemps avec le transfert d'une bonne partie de la production industrielle en Asie. Les pays émergents ont une croissance significative. Les Etats-Unis ont pris toutes les mesures pour sortir de la récession. L'Europe manque de leadership. Elle est timide et divisée. Ailleurs, on agit, ici on réagit. La crise a mis en lumière le manque de structure politique pour donner une direction. Nous avons besoin d'une politique économique et fiscale commune. Mais, surtout, nous devons avancer vers une union politique qui donne l'impulsion. Pour l'heure, l'Europe, avec ses multiples traités et conventions, freine les initiatives. La crise actuelle est une chance. Nous pouvons en sortir plus forts.

## LE TEMPS

L'UE impose un nouveau tour de vis à Athènes

Par Ram Etwareea, 2 mars 2010

Le commissaire européen Olli Rehn demande aux Grecs d'être crédibles auprès des marchés

Abolition du 14e salaire dans la fonction publique, réduction des rémunérations de certains fonctionnaires, hausse de la TVA et des taxes sur les carburants, l'alcool et les cigarettes. Telles sont les nouvelles mesures d'austérité que la Grèce pourrait, selon les spéculations, adopter en échange d'une éventuelle aide européenne pour résorber son déficit budgétaire. Le nouveau tour de vis a fait l'objet des discussions lundi à Athènes entre le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Olli Rehn et les autorités grecques.

«Des risques liés aux évolutions macroéconomiques et au développement des marchés sont réels et des mesures de consolidation supplémentaires sont nécessaires pour être sûr d'atteindre l'objectif d'une réduction du déficit cette année», a déclaré Olli Rehn à l'issue d'un entretien avec le ministre grec des Finances, Georges Papaconstantinou. La Grèce s'est engagée à ramener son déficit budgétaire de 12,7% de son produit intérieur brut (PIB) en 2009 à 3% en 2012. Pour cette année, elle doit le réduire de 4 points. Olli Rehn a insisté pour que la Grèce montre sa détermination à redresser ses finances publiques et, surtout, à convaincre les marchés.

Corruption et bureaucratie

Les autorités grecques ont déjà mis en place un vaste plan dès le mois dernier pour réduire les dépenses publiques et augmenter les recettes. La population, tout en protestant contre les mesures d'austérité, se dit prête à avaler la pilule amère.

Selon le quotidien grec Kathirimini, les Grecs n'ont pas de choix que de consentir aux sacrifices. «Le pays doit introduire des changements structurels dans la fonction publique ainsi que dans le système de sécurité sociale», écrit son éditorialiste. Ce dernier, en passant, ne se prive pas d'égratigner les responsables européens qui hésitent à concrétiser un plan de sauvetage et nourrissent ainsi la spéculation.

Le journal donne quelques pistes pour moderniser l'économie grecque. «Le tourisme, le shipping et la construction ne suffisent plus et nous devons développer de nouveaux secteurs pour attirer des investissements. Nous sommes un pays trop cher et la corruption et la bureaucratie rongent jusqu'à 40% des salaires», poursuit-il. Avant de proposer que le pays devienne un centre d'excellence en matière d'éducation et de santé et crée des milliers d'emplois.

### [Crise grecque : le faux alibi de la dette](#)

Certains accusent la Grèce d'être responsable de la crise qui la frappe de par ses dépenses budgétaires incontrôlées. Mais pour [Gabriel Colletis](#), c'est bien la folie des marchés financiers qui est coupable. Dans cette première partie, l'économiste examine les maux de l'économie grecque ainsi que [les hypocrisies des spéculateurs](#).

Après avoir dépensé des centaines de milliards d'euros ou de dollars dans différents plans dits de « relance » de l'activité économique ainsi que, surtout, dans le soutien du système financier, tous les gouvernements, et pas seulement le gouvernement grec, semblent avoir désormais choisi la voie de la « sortie budgétaire ». Ce choix est estimé nécessaire afin de maîtriser les déficits, alors même que le risque existe de produire un impact négatif sur une croissance restant très fragile.

Prenant quelque distance avec l'unanimité ambiante, nous voulons donner suite aux observations et interrogations exprimées par [Paul Krugman](#) aux Etats-Unis ou [Paul Jorion](#) en France. Le premier n'hésite pas, en effet, à dénoncer « *l'hystérie des déficits* » (New York Times, 5 février), alors que le second s'interroge « *la dette est-elle un boulet ou un prétexte ?* » (Le Monde, 9 février), penchant plutôt pour la deuxième hypothèse.

En nous centrant sur le cas de la Grèce, nous évoquerons d'abord les maux dont souffre ce pays (1.), puis nous commenterons la nature des « doutes » que l'on prête aux marchés, lorsque ceux-ci semblent s'effaroucher du niveau des déséquilibres des comptes publics de certains Etats (2.). Enfin, nous examinerons les issues actuellement privilégiées, en Grèce comme ailleurs, pour réduire les déficits et restaurer la « confiance des marchés » (3.).

Nous concluons ce papier en évoquant une victoire espérée par certains, comme issue positive de la crise grecque, de la « construction européenne » dans le sens d'une plus grande intégration.

## Les maux de la Grèce : un miroir déformant ?

La Grèce est un des quatre pays de la zone Euro que certains, dont la raillerie n'a d'égale que la vulgarité, auront désignés comme les « PIGS » (Portugal, Irlande, Grèce, Espagne), en raison de la dérive de leurs comptes publics, assimilée à du laxisme.

La corruption et le développement d'une économie parallèle : des phénomènes à évaluer avec prudence et discernement

S'agissant de la Grèce, les déficits publics expriment en grande partie ce qui pourrait de façon superficielle être considéré comme une réticence à payer l'impôt, voire un « sport » national consistant à tricher devant les obligations fiscales.

De façon plus précise, il est probable que ce pays souffre de divers maux liés entre eux, maux qui s'expriment par des pertes considérables de ressources fiscales. La Grèce souffre d'une corruption à tous les étages de la société et d'abord, dans les milieux ayant l'accès le plus aisé aux ressources financières. Il souffre également d'une économie parallèle pratiquant, par définition, la fraude fiscale, mais qui est loin de s'arrêter aux seules professions comme les taxis ou les plombiers.

De nombreux Grecs, en raison de la faiblesse des salaires et du coût réel des études de leurs enfants (devant prendre des cours du soir en raison du délabrement de l'enseignement public) ou de celui de la santé (où règnent les dessous de table sous forme « d'enveloppes »), sont obligés d'occuper deux emplois, l'un légal, l'autre, parfois, dans le secteur de l'économie parallèle.

Ce cumul, loin d'être synonyme de grand confort, se traduit par des horaires de travail souvent bien supérieurs à ceux que l'on trouve dans les statistiques officielles. A l'heure où, en France, se multiplient les situations subies de double emploi, certains feraient mieux d'y penser à deux fois avant de critiquer ces « cumulards »...

## Clientélisme et poids des familles dans la vie politique grecque

Le clientélisme, un autre mal qui ronge la vie publique grecque, est une sorte de caricature de la démocratie consistant à « faire plaisir » à ses amis ou à ses électeurs. Si l'accent est souvent mis sur les seconds, il convient de ne pas oublier les premiers.

Les amis du pouvoir n'ont jamais été oubliés par celui-ci en Grèce et il ne s'agit pas vraiment des classes populaires. Les amis du pouvoir sont plutôt les armateurs, particulièrement puissants comme on le sait et qui transportent des marchandises dans des eaux qui ne sont pas toujours limpides, ou des gros entrepreneurs du secteur du BTP bien servis grâce aux fonds structurels.

Il y a là une grande constance de la politique grecque même si celle-ci ne diffère peut-être pas tant que cela de ce qui est observable sous d'autres latitudes lorsque l'on évoque l'influence des « lobbies » et autres groupes de pression. Le corollaire du clientélisme est la domination de la vie politique grecque par un nombre limité de familles qui se comportent en véritables propriétaires du système.

Le père et le grand-père de l'actuel Premier ministre, Georges Papandréou, ont été eux-mêmes, pendant de nombreuses années, Premiers ministres. Mais les Papandréou, classés à gauche, ne sont pas les seuls. A droite, et pour ne citer qu'un seul exemple correspondant, la famille Karamanlis a également produit deux Premiers ministres, dont le prédécesseur de Georges Papandréou, Kostas Karamanlis, battu aux dernières élections.

Si ce phénomène n'est que marginal en France, cela n'est pas vrai d'autres démocraties occidentales. L'exemple américain est ici fortement illustratif, les familles Kennedy et Bush étant de véritables dynasties patriciennes.

## Un manque de transparence certain

Corruption, économie parallèle, clientélisme, le tableau des maux qui affectent la vie publique grecque serait incomplet si l'on omettait le manque de transparence. S'agissant de cette dernière, il est difficile de considérer comme acceptable la manipulation des comptes, que ceux-ci soient privés (que l'on se rappelle, par exemple, le cas d'[Enron](#) ou [Parmalat](#)) ou publics.

On ne peut donc que regretter que des gouvernements manipulent les comptes, faisant tout pour apparaître comme des gestionnaires plus sincères et plus efficaces que leurs prédécesseurs.

Mais là encore, si la Grèce du fait de l'absence d'un office indépendant des statistiques et de ministères au contour flou, a atteint des sommets, il n'est pas sûr que les pays démocratiques (pour ne pas parler des autres) soient à même de donner des leçons de civisme sans crainte de se voir reprocher des pratiques

identiques, même si de moindre ampleur. Un effort de mémoire en France donnerait sans doute ici des résultats intéressants, s'agissant des bilans souvent faits ou refaits lors des changements de majorité.

Une Grèce qui vit au-dessus de ses moyens aux dépens des autres peuples européens ?

Alors, oui, la Grèce doit sans doute changer et combattre les différents maux que nous venons d'évoquer pour ne pas « sombrer », comme en a fait son slogan l'actuel Premier ministre, Georges Papandréou, pendant la récente campagne électorale. Mais le changement nécessaire concerne des problèmes qui ne sont pas totalement inconnus dans d'autres pays et ne justifie sans doute pas les campagnes de dénigrement actuelles.

A titre d'illustration, à propos des aides à accorder éventuellement à la Grèce, il a pu être dit « *l'on n'aide pas un alcoolique en lui donnant encore une nouvelle bouteille d'eau de vie* » (un député libéral allemand, cité par Le Monde, 13 février).

A propos des retraites, le quotidien conservateur allemand, FAZ [Frankfurter Allgemeine Zeitung], a pu s'interroger, oubliant le sens des proportions (la Grèce ne pesant qu'un dixième du poids économique de l'Allemagne) « *Les Allemands doivent-ils travailler non plus jusqu'à 67 mais jusqu'à 69 ans pour que les Grecs profitent de leur préretraite ?* » (cité dans le Monde, 13 février).

Enfin, il est souvent dit que la Grèce vit au dessus de ses moyens... Mais comment étayer cette affirmation ? Sa balance commerciale est certes déficitaire, mais celle de la France et celle des Etats-Unis ne le sont-elles pas également ? Les Français, comme les Américains, vivent-ils au dessus de leurs moyens ? Il est possible de considérer que la réponse à cette question est positive, mais alors la Grèce est dans le même cas que tous les pays connaissant un déficit de leur balance commerciale. Le plus souvent cependant, l'indicateur ou l'indice retenu aujourd'hui pour affirmer que la Grèce vit au dessus de ses moyens, est le déséquilibre de ses comptes publics.

En 2010, le déficit de l'Etat grec est de plus de 12% du Pib, l'endettement représentant 123% de ce même Pib. Si ces niveaux sont incontestablement élevés en rapport aux « normes » retenues par le traité de Maastricht (3% et 60%), rappelons que la dette publique représente 197% du Pib japonais ou encore 127% du Pib italien.

Les dettes américaine et française dépassent elles aussi, allégrement, les 60% du Pib de ces deux pays (92%), idem du Royaume-Uni ou de l'Allemagne (82%). Pour ce qui est du déficit, l'Etat irlandais connaît un déficit rapporté au Pib de plus de 14%, l'Etat britannique fait jeu égal avec l'Etat grec (plus de 12%). Les Etats américains et espagnol ont des déficits qui se situent entre 10 et 11% du Pib.

Ces chiffres montrent que si la situation des comptes de l'Etat grec n'est pas vraiment proche de l'équilibre, elle n'est pas plus dégradée que celle de nombreux pays occidentaux dont il n'a pas (encore ?) été affirmé qu'ils étaient tous en situation de quasi banqueroute comme le serait l'Etat grec.

Les « doutes » des marchés...

La Commission européenne, qui a décidé de placer la Grèce sous tutelle (voir plus loin), a déclaré se réserver la possibilité d'exiger, dans les prochains mois, des efforts supplémentaires afin de « *lever les doutes des marchés financiers quant aux capacités de financement de la dette grecque* » (Le Monde, 3 février).

Il convient cependant d'examiner plus attentivement lesdits « doutes » en se demandant s'ils ne sont pas assimilables à ceux que pourraient exprimer un pyromane devant un incendie qu'il aurait contribué à allumer.

Le rôle trouble des [hedge funds](#) et celui des banques

Comme l'écrit un éditorial du Monde intitulé « Spéculation » : « *spéculer sur les difficultés d'un Etat à rembourser ses dettes accroît, voire provoque les difficultés de cet Etat* » (Le Monde, 11 février). Et de citer un ouvrage récent de [Michel Aglietta](#), Sabrina Kahnliche et Sandra Rigot *Les Hedge Funds, Entrepreneurs ou requins de la finance ?* (Perrin, janvier 2010) : « *Les Hedge Funds peuvent agir de manière concentrée et avec un maximum de publicité pour entraîner le marché dans le sens qui leur convient* ».

Le mécanisme utilisé par les Hedge Funds, derrière lesquels se trouvent presque toujours des banques d'une manière ou d'une autre (parce qu'elles les financent ou les contrôlent) est à double détente : d'un côté, ils souscrivent aux émissions de dette, de l'autre, ils misent sur l'effondrement des mêmes Etats en intervenant sur le marché opaque des « [Credit Default Swaps](#) » (CDS). Les CDS sont des contrats d'assurance censés prémunir l'acheteur d'un emprunt d'Etat (ou d'une entreprise) contre le risque de non remboursement.

Plus le risque de défaut est considéré élevé, plus l'assurance coûte cher. Ces nouveaux outils financiers sont devenus objets de spéculation, leur marché s'étant autonomisé : on peut acheter et vendre des CDS sans acheter le titre d'emprunt qui va avec et, en fonction de la demande et de l'offre, le taux d'intérêt appliqué au CDS varie à la hausse ou à la baisse.

A la hausse, cela signifie que le marché « pense » que la probabilité qu'un Etat va faire défaut s'accroît. Le cours des CDS exerce une influence directe sur le rendement des obligations émises par les Etats. Certains Hedge Funds auront ainsi tenté de gagner beaucoup d'argent en pariant sur une explosion du prix des CDS grecs, en d'autres termes en jouant sur la faillite de la Grèce.

La configuration peut ainsi être résumée comme l'a fait [Jean Quatremer](#) sur le blog de Libération (« Coulisses de Bruxelles », le 6 février) : « *Gagner un maximum d'argent en créant une panique qui leur permet d'exiger de la Grèce des taux d'intérêt de plus en plus élevés tout en spéculant sur le marché des CDS, un marché non régulé et totalement opaque, afin là aussi de les vendre plus cher qu'ils ne les ont achetés* ».

L'hebdomadaire *Marianne* a sans doute raison d'estimer que « quand on sait que les mêmes Hedge Funds sont fournis en liquidité par les banques que les gouvernements ont sauvés de la faillite en 2009, on mesure la sauvagerie de l'assaut contre la démocratie » (Marianne, n°669, 13-19 février).

Mais cette attitude est-elle vraiment nouvelle et par conséquent surprenante ? On rappellera qu'à partir de 1997, de nombreuses banques allemandes, britanniques et suisses installées à Londres ont prêté à des [spéculateurs américains](#), qui auront réussi à capter l'épargne mondiale.

Le marché des eurodollars s'est ainsi progressivement orienté vers des financements spéculatifs, plutôt que de servir les projets d'investissement, au Nord comme au Sud (« Les banques européennes financent la spéculation », Alternatives économiques, n°229, octobre 2004).

Un autre acteur pyromane : les agences de notation

Dans un rôle de pyromane, il convient de ne pas oublier les agences de notation. Comme elles l'ont fait pendant la crise des subprimes, les agences de notation, en dégradant la note de la Grèce (de A- à BBB+), ont contribué largement à attiser les pressions spéculatives.

A terme, la dégradation de la note de la Grèce pourrait compliquer davantage encore la situation, en posant la question de l'éligibilité, à l'avenir, des emprunts d'Etat grecs, comme [collatéral](#) des opérations de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE). On rappellera qu'en 2009, la BCE avait assoupli les conditions standards d'éligibilité, du fait de l'acuité de la crise financière, en acceptant des actifs dont la notation se situait à minima à BBB-.

En principe, à partir de janvier 2011, la BCE a prévu un retour à des conditions « normales » : pour être acceptés comme collatéral, les actifs présentés devront être notés A- au minimum, ce qui n'est pas le cas de la note grecque actuellement.

Des institutions européennes s'abritant derrière les marchés ?

La Commission européenne, de même que la BCE, ne peuvent ignorer le rôle pervers joué par les Hedge Funds et certaines banques par le truchement des premiers, voire directement en jouant sur les deux tableaux : banque-conseil pour lever de la dette et banque de marché, plaçant massivement en CDS et pariant sur un défaut de paiement d'Athènes. Ces deux institutions, la Commission et la BCE, ne peuvent pas non plus ignorer l'effet d'aggravation de la situation que les notations des agences produisent.

Au final, le plus grave est cependant que ces deux institutions croient utile de s'abriter derrière le jugement des marchés et leurs prétendus « doutes », pour justifier les recommandations faites au gouvernement grec et déclarer n'accepter aucun retard dans la mise en œuvre de celles-ci (Le Monde, 3 février).

Tels des dieux en partie insondables ou capricieux, auxquels les humains doivent apporter des sacrifices, de préférence humains, les marchés et leurs prêtres (les agences de notation, mais pas seulement elles : que l'on songe, en particulier, aux myriades d'économistes qui enseignent ou pratiquent la théorie selon laquelle les marchés financiers sont seuls efficaces...) attendent désormais des « gestes forts » de la part de la Grèce. Ces gestes correspondent aux « mesures additionnelles » prouvant que, cette fois, les mesures d'austérité seront « sérieuses » et surtout durables.

Les gouvernements européens, considérant que si la Grèce en est là, elle en est seule responsable, rechignent pour l'heure à lui apporter des concours financiers directs. Ces gouvernements se sont entendus pour lui accorder un soutien « politique », laissant la Commission européenne mettre le pays sous tutelle, une première dans la zone Euro.

Bruxelles donc, d'après la déclaration commune adoptée le 12 février par les leaders européens, « *surveillera étroitement* » les finances grecques, « *en liaison avec la Banque centrale européenne* » et en «

*s'appuyant sur l'expertise technique du FMI* » (Les Echos, 13 février). « *Rigueur et transparence* » seraient réclamées à la Grèce, Bruxelles se réservant un « *droit d'ingérence dans le pilotage économique* » du pays. Deux orientations principales se dégagent des annonces faites par le gouvernement grec pour satisfaire aux exigences des marchés et de leurs prêteurs, ainsi qu'aux injonctions croisées des dirigeants européens et des experts du FMI : réduire selon un rythme très soutenu le déficit budgétaire, réformer les retraites. Nous examinons les deux orientations, en situant de nouveau le cas grec en rapport à celui de pays proches.

Une volonté affirmée de réduire rapidement les déficits

Les engagements pris pour réduire le déficit public frappent par leur intensité. Il s'agit, rien de moins, de faire passer le déficit public grec de plus de 12% du Pib à environ 8% dès cette année, soit une baisse de 4 points en un an. L'objectif est d'atteindre un déficit public de 3% du Pib en 2012. Le parallélisme avec la France ne manque pas d'interroger : le gouvernement français a annoncé, lui aussi, viser un déficit public de 3% du Pib en 2012... objectif que certains économistes, tel Patrick Artus, jugent « *déraisonnable* » (entretien avec le journal Le Monde, 12 février), estimant que, dans un contexte de chômage massif, l'intérêt des gouvernements est d'afficher une politique budgétaire crédible avec un horizon temporel raisonnable, donc ni 2012 ni 2013.

Pour atteindre un résultat de baisse de 4 points du déficit budgétaire sur l'année, le gouvernement grec devra freiner considérablement la hausse de la dépense publique, voire diminuer celle-ci.

Son homologue français est dans la même logique, Eric Woerth a déclaré récemment vouloir faire passer le rythme de croissance de la dépense publique en France de 2.6% (en volume) à 0.6% par an.

En Grèce comme en France, les dépenses publiques progresseraient moins vite que l'activité économique, au (grand) risque de provoquer un effet récessif. On sait qu'une telle stratégie dite de « *sortie* » est fortement débattue partout, en Europe mais aussi aux Etats-Unis. Le débat se résume au sens du lien réduction des déficits/croissance : est-ce la réduction des déficits qui est la condition de la croissance, ou bien est-ce l'inverse, la reprise de la croissance la meilleure voie pour réduire les déficits ?

Si l'Etat français n'a pas hésité à réduire fortement le nombre de ses fonctionnaires, en supprimant plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans l'enseignement, l'Etat américain, qui lui aussi prône la nécessité de promouvoir une économie fondée sur l'innovation et la connaissance, s'apprête à réduire la dépense publique en la « *gelant* » sur les trois prochaines années, sans épargner les dépenses d'éducation. Pour le Président Obama, il est « *primordial de maîtriser les déficits budgétaires accumulés depuis trop longtemps* ». Ce, afin de ne pas « *mettre en péril le rétablissement économique* » du pays (Le Monde, 8 février).

L'Etat grec est donc loin d'être le seul à annoncer une contraction de ses dépenses. Concrètement, cet objectif devrait se traduire en Grèce par le gel des salaires des fonctionnaires, la réduction de leurs primes, un moindre paiement de leurs heures supplémentaires, le blocage, voire la diminution de leurs effectifs (remplacement d'un départ sur cinq à la retraite).

Les fonctionnaires ne seraient cependant pas les seuls à être concernés : les retraites supérieures à 2000 Euros seraient bloquées, de nombreux abattements fiscaux seraient supprimés. Côté recettes, après que les biens de l'Eglise aient été assujettis à l'impôt, une hausse de la TVA serait envisagée, ainsi que la création d'un impôt sur les grandes fortunes.

Les enjeux d'un tel plan sont nombreux et dépassent l'objectif énoncé de réduction du déficit public. Le Premier ministre grec a ainsi déclaré vouloir « *créer un système plus transparent, plus démocratique, plus équitable* » en précisant que « *si le fardeau retombe sur les plus démunis et sur la classe moyenne, ils résisteront et nous l'aurons mérité* » (entretien avec le journal Le Monde, 12 février).

Un objectif énoncé de cohésion sociale risquant d'être mis en cause

L'objectif de cohésion sociale énoncé par le Premier ministre grec risque cependant de se heurter non seulement aux puissants intérêts de ceux qui pourront échapper à ces mesures grâce à leur mobilité (ou au chantage à celle-ci), mais plus encore à la philosophie et aux pratiques des institutions internationales appelées au chevet du patient grec. S'agissant du FMI, ses interventions relèvent d'un mode d'emploi bien rôdé.

Dans les économies « *complexes* », « *une fois la cible de réduction des déficits arrêtée, il faut se pencher sur la composition des dépenses pour choisir où tailler* ». On se retrouve « *acculé à choisir entre (la baisse) des dépenses de santé et celle d'éducation, ce qui est insupportable* » (Le Monde, 11 février).

La baisse de la dépense publique risque donc de poser à la Grèce, comme à l'ensemble des pays qui seront tentés de la mettre en œuvre, deux problèmes : un problème d'équité sociale et un risque d'aggravation de la récession ou de contribution négative à la croissance.

Si l'on suit Paul Krugman, seule une relance massive de l'emploi – impossible sans investissement lourd de l'Etat – permettra le retour d'une croissance durable, seule garante à terme d'une capacité réelle à résorber les déficits (Le Monde, 8 février).

A un horizon plus long, on peut aussi craindre que la baisse des dépenses publiques d'éducation ne soit la pire des décisions, affectant à la fois l'équité sociale et le potentiel de développement des pays la mettant en œuvre.

Au final, il est permis de s'interroger sur les motivations réelles d'une baisse de la dépense publique et de se demander si celle-ci n'aurait pas, comme mobile non avoué, d'offrir un espace d'extension à la sphère marchande. La baisse des dépenses publiques de santé ou d'éducation ne signifie pas nécessairement, en effet, que les ménages renoncent à se soigner convenablement ou à scolariser leurs enfants dans des conditions convenables d'enseignement.

Ceci signifie que la dépense est privatisée, prise en charge par les ménages eux-mêmes, plus précisément ceux qui le peuvent. Les Grecs connaissent déjà bien cette configuration, comme nous l'avons noté plus haut. Il n'est pas sûr qu'elle rime avec l'équité sociale revendiquée par le Premier ministre grec.

Dans les autres pays européens, elle risque fort d'être synonyme de privatisation de la dépense mais aussi de son utilisation : développement de cliniques privées et du secteur privé à l'hôpital, réformes aboutissant à caler le fonctionnement des Universités sur le modèle des Ecoles privées, etc.

Réformer les retraites en Grèce... comme partout ?

Nous voudrions à présent évoquer la seconde issue suggérée à la Grèce pour rétablir la « confiance » des marchés : la réforme de son régime de retraite. Notons tout d'abord que le rôle de l'épargne-retraite privée est très variable en Europe, d'un pays à l'autre.

Si la France se caractérise (de même que l'Italie ou l'Espagne) par une faible part du privé dans le fonctionnement du système de retraite (les revenus du capital représentent entre 5 et 8% du revenu total des retraités de ces pays), des pays comme les Pays-Bas, le Royaume-Uni ou encore, dans une moindre mesure, le Danemark et la Suède, se situent à un niveau nettement plus élevé de la part du privé (respectivement 46, 43, 36 et 23% des revenus des retraités sont issus de revenus du capital).

Comme partout – du moins avant la crise -, il pourrait donc être fortement suggéré à la Grèce d'accentuer la part du secteur privé, afin de réduire la part des transferts publics dans les revenus des retraités. La forte chute des Bourses en 2007-2008 risque cependant de freiner les incitations à aller en ce sens, tout en ne décourageant pas, au contraire, la propension des ménages grecs à se constituer une épargne de précaution, ce qui pourrait produire un effet négatif de consommation.

Il est donc probable que le gouvernement grec suivra les pistes actuellement explorées partout : celle d'un recul de l'âge légal de la retraite et celle d'un relèvement du nombre d'années devant être effectuées pour atteindre une retraite à taux plein.

Là encore, la configuration grecque ne semble pas différer fondamentalement de celle des autres pays, même si le taux d'emploi des plus de 55 ans en Grèce est un des plus faibles d'Europe (avec la France), du fait d'incitations assez fortes proposées aux Grecs, jusqu'à il y a peu, à prendre leur retraite avant l'âge de 60 ans. Ces incitations ont pu être justifiées au nom de la priorité à l'emploi des jeunes, ou pour faciliter l'allègement des effectifs en évitant les licenciements, comme on a su le faire en France aussi.

Comme en Allemagne d'abord, en Espagne aujourd'hui et très certainement en France bientôt, le gouvernement grec ne se limitera pas à annoncer un blocage des retraites supérieures à 2000 Euros et le non remplacement de 4 fonctionnaires sur 5 partant à la retraite.

Il est probable qu'il agira sur les deux leviers que nous avons rappelés (âge légal, nombre d'annuités), en considérant que l'enjeu se résume à travailler plus longtemps, pour éviter une dégradation trop forte du taux de remplacement moyen (niveau de la retraite par rapport au salaire). Rappelons qu'en France, ce taux était, selon le [Conseil d'orientation des retraites](#) (COR), de 72% en 2007 et devrait passer à 65% en 2020 et 59% en 2050, les déficits futurs devant être revus à la hausse du fait de la crise.

Au final, la seule option qui semble exclue partout par les gouvernements est celle du relèvement des cotisations patronales, au nom de la nécessité de ne pas affecter la compétitivité des entreprises. On peut cependant considérer que le débat mérite d'être ouvert, pour au moins deux raisons :

il n'est pas démontré que la compétitivité des entreprises se limite à la seule maîtrise ou contraction des coûts directs et indirects du travail, l'effort d'innovation et de qualité pouvant sembler des éléments plus déterminants pour asseoir une compétitivité durable  
la frontière entre l'objectif de compétitivité et celui de rentabilité est poreuse et il n'est pas certain non plus que la baisse continue des cotisations sociales patronales ait davantage été guidée par l'objectif de compétitivité que par celui de rentabilité.

### Vers une plus grande intégration européenne ?

Certains hommes politiques ou certaines institutions n'excluent pas une intervention du FMI qui ne serait pas uniquement « technique » (se limitant à des recommandations que nous avons évoquées) mais comporterait des prêts ou des garanties, sous conditions. Sans surprise, le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a indiqué que son institution était la mieux armée pour sauver la Grèce de la tragédie financière.

En France, cette position aura reçu un écho favorable au ministère des Finances, « *soucieux de ménager les finances publiques européennes* » (Le Monde, 11 février). En Allemagne où l'éventuel renflouement de la Grèce susciterait une forte opposition, le vice-chancelier aurait plaidé contre une aide financière des Européens et en faveur d'une intervention du FMI, de même qu'un ancien membre allemand du directoire de la BCE (Le Monde, 13 février).

Cette position n'est cependant pas apparemment majoritaire et l'on ne s'étonnera pas outre mesure que les dirigeants des principales institutions européennes (la Commission, l'Eurogroupe), MM. Barroso et Juncker, sans oublier le nouveau président de l'Union européenne, M. Van Rompuy, se soient déclarés peu favorables à une intervention financière du FMI, préférant une action concertée des Européens, le président de la BCE, M. Trichet insistant pour sa part sur la nécessité pour les Grecs « *d'assainir leurs finances* ».

### Action concertée des Etats ou promotion d'un « exercice européen » ?

L'action concertée des Européens pourrait, au delà de la déclaration politique de soutien à la Grèce, s'exprimer sous la forme d'une intervention financière directe de certains Etats, éventuellement coordonnée. Cette intervention pourrait consister en des prêts ou promesses de prêts ou encore être un rééchelonnement de la dette.

Un sauvetage communautaire étant interdit par les traités, l'accent est mis sur la « *solidarité qui doit d'abord s'exprimer à travers la coordination des politiques économiques et budgétaires* » (M. Barnier, commissaire européen au marché intérieur et aux services financiers, entretien avec le journal Le Monde, 10 février).

Selon un scénario « catastrophe », les difficultés de la Grèce pourraient conduire, surtout si elles devaient se combiner avec celles de l'Espagne et/ou du Portugal, à un démantèlement de l'Euro. Face à ce scénario, un conseiller de l'Elysée opposerait une attitude volontariste : « *il n'y a pas de retour en arrière possible sur l'Euro. Les crises sont des accélérateurs de l'Histoire. Nous nous dirigeons vers un véritable gouvernement économique en Europe* » (Le Monde, 10 février, « L'addition de dix années d'union monétaire sans gouvernement économique »).

Dans son éditorial du 13 février, Le Monde titre, à propos de la crise de l'Euro et de la solidarité affichée par le Conseil européen envers Athènes, « *Bon pour l'Union* » et juge « *qu'un petit pas, au moins sémantique, est accompli dans la bonne direction : organiser un début de coordination des politiques budgétaires, face à la politique monétaire unique décidée par la Banque centrale européenne* ».

Des prises de position encore plus explicites sont repérables ici et là. A titre d'illustration, citons la conclusion d'un article du mensuel Alternatives économiques paru en janvier dernier « Crise : la zone Euro peut-elle imposer ? » : « *La gouvernance par les règles instituée par le pacte de stabilité a fait faillite. Sortir par le haut de cette situation suppose de bâtir une véritable gouvernance économique de l'Europe. Et de faire un pas de plus dans l'intégration européenne afin de la rendre plus légitime* ».

Et de suggérer une menace : « *Sinon, il restera à sous-traiter la gestion des crises au FMI. Ce qui serait un échec politique majeur pour les Etats fondateurs de l'Euro* ». Le Monde, citant le ministre allemand des Finances, écrit « *Il ne serait pas illogique que l'Allemagne préfère une solution bilatérale, car un exercice européen changerait la nature de l'union monétaire, il impliquerait un contrôle plus fort qu'aujourd'hui sur les Etats membres, en d'autres termes il impliquerait, à terme, un nouveau transfert de souveraineté vers l'échelon européen, dans le domaine fiscal* ».

Et le journal de rappeler que « *le domaine fiscal est le dernier grand domaine d'action où la souveraineté nationale reste entière* » (Le Monde, 11 février). Citons enfin le même journal interrogeant le lendemain un économiste chez Natixis, lequel lui déclare sans détour : « *Il faut que l'Union invente des outils de*

*contrôle et de surveillance. Les Allemands ont l'air un peu moins réticents à cet embryon de gouvernance économique que les Espagnols voudraient mettre en place durant leur présidence de l'Union. Profitons de la crise* » (Le Monde, 12 février).

Mettre en évidence les choix et en débattre comme exigences de la démocratie

Nul doute donc que certaines forces politiques en Europe, à droite comme à gauche, espèrent tirer partie de la « crise grecque » pour pousser plus avant le projet d'une Europe plus intégrée, impliquant, par définition, de nouveaux transferts de souveraineté dans le domaine budgétaire et fiscal, voire un contrôle accru des Etats.

Ce projet mériterait d'être plus nettement mis en évidence et surtout débattu de façon démocratique.

Gabriel Colletis est professeur d'économie à l'université de Toulouse I.

Source : Marianne2 ([article 1](#) et [article 2](#))

12 février 2010

#### UN NOUVEAU TOURNANT DE LA CRISE

Ce qui devait arriver arrive. Pour juguler les premiers assauts de la crise, les pays touchés ont dépensé l'argent public sans compter. Les déficits ont augmenté, faisant sauter en Europe les barrières du Traité de Maastricht. Aujourd'hui, c'est le retour du bâton. Les marchés financiers, constatant la montée de ces déficits, commencent à se manifester. Les taux d'intérêt demandés aux Etats emprunteurs réputés les moins solvables se tendent.

Confrontée à cette situation, la zone euro semble se révéler impuissante car elle ne dispose pas des institutions nécessaires pour y faire face. Quand tout allait bien, dans l'euphorie générale de la croissance mondialisée, sa gestion par la BCE paraissait suffire sous la férule de Jean-Claude Trichet.

Aujourd'hui, tel n'est plus le cas. Composée comme une collection d'Etats ayant adopté la même monnaie, mais en l'absence d'une institution chargée de coordonner véritablement les politiques budgétaires et de faire jouer des mécanismes de solidarité financière entre ces Etats, la zone euro se trouve frappée d'impuissance face aux marchés déchaînés. La première réponse que l'on ait trouvée – la vieille recette – est de préconiser l'abstinence, la réduction des dépenses. Mais l'on sait que si tous les pays mettaient cette mesure en pratique, adieu la croissance, sans compter les conséquences sociales inacceptables.

Ceci conduit à poser des questions de fond. Cette nouvelle phase de la crise met en évidence plusieurs des maux dont souffre le monde.

En premier lieu, plus que jamais, la *spéculation*.

[...]

On connaît aujourd'hui la chaîne qui passe par la création de CDS (credit defaults swaps), mécanismes d'assurance contre le risque de défauts de paiements, qui sont eux-mêmes objets d'une spéculation qui a des effets sur les rendements des obligations que les Etats endettés émettent. On sait aussi que les banques utilisent l'intermédiation de hedge funds auxquels elles prêtent de l'argent pour spéculer. C'est donc une question de volonté politique.<sup>1</sup>

En second lieu, cette nouvelle phase de la crise met l'Europe et les pays tentés par le « chacun pour soi » – au premier rang desquels l'Allemagne – au pied du mur. Tout d'abord, faut-il souligner qu'il revient à l'Europe elle-même – et non à d'autres – de trouver une solution. La solution n'est pas, non plus, comme on pourrait l'imaginer, la sortie des plus faibles de la zone euro. Cette sortie est impossible, comme l'expliquait d'ailleurs fort bien un analyste de Standard and Poors dans le Figaro. Elle équivaudrait à un suicide pour les pays concernés condamnés à des dévaluations en chaîne de leurs monnaies équivalant à une faillite larvée permanente. Dans le sens contraire, les pays qui n'en font pas partie, mais sont affectés par ces maux, n'aspirent qu'à y rentrer. En outre, le déclenchement des mécanismes de sortie de la zone euro dans les conditions actuelles s'apparenterait vite à une implosion en rase campagne ! L'Europe n'a donc pas d'alternative : il lui faut se doter d'urgence de *mécanismes de coordination budgétaire et de solidarité financière avec la perspective de la mise en place d'un organe commun de gestion*. Et ceci sans attendre une révision toujours hypothétique et aléatoire des traités européens. Ceci devrait incomber à l'Eurogroupe, à charge pour celui-ci de mettre en place des dispositions transitoires. La déclaration de soutien à la Grèce des chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union Européenne va dans le bon sens, mais faut-il encore passer des promesses aux actes et rien n'indique que les responsables de l'Union oseront mettre en place des mécanismes qui prouveront leur volonté de promouvoir une véritable solidarité européenne. C'est pourtant une condition sine qua non pour la sortie de la crise.

<sup>1</sup> Voir à ce sujet l'éditorial du Monde en date du 11 février et le livre qui y est cité de Michel Aglietta, Sabrina Khanniche et Sandra Rigot : *Les Hedge Funds. Entrepreneurs ou requins de la Finance ?* Perrin, janvier 2010.

En troisième lieu, cette nouvelle phase de la crise oblige à réfléchir à la manière de lutter contre le creusement des déficits publics. La *doxa*, imposée notamment par le FMI jusqu'à récemment, selon laquelle ceci ne pourrait être fait principalement que par des réductions drastiques et « courageuses » des dépenses publiques résultant de réformes visant à économiser les dépenses tient encore moins la route qu'auparavant, surtout si elle est mise en application partout en même temps. Et, de fait, on entend préconiser partout des programmes de réduction et d'ajustement des dépenses, en Grèce bien sûr, maintenant en Espagne et au Portugal, demain peut-être en France... ! Après la « course à la relance » par l'injection d'argent public, va-t-on assister à une compétition dans l'effort de rigueur, mettant en concurrence les différents pays pour la réduction des dépenses publiques ? Ce serait une autre manière de vérifier l'adage selon lequel « on privatise les gains et collectivise les pertes » : après avoir déversé l'argent public pour sauver les banques et leur avoir ainsi permis de reconstituer, et au-delà, leurs profits, on prélèverait de quoi rembourser ces libéralités sur le nécessaire des plus démunis. Ceci ne pourrait que renforcer le phénomène de déflation à l'œuvre dans l'Occident et tuer dans l'œuf la timide reprise qui tente de s'y faire jour. Il faut aussi remarquer que, dans de nombreux cas, l'accent est mis, presque exclusivement, sur la diminution des dépenses et non sur l'augmentation des recettes. Cela oblige donc à remettre en question un autre dogme, celui de la diminution (ou de la non augmentation) des impôts, qui a tant nui, et à dénoncer l'illusion selon laquelle le passage au « tout privé » suffirait pour résoudre le problème. Certes, il convient de remédier aux gaspillages de l'argent public et à la mauvaise gestion de certaines institutions, mais il ne faut pas écarter l'augmentation des impôts en vue de réaliser une plus juste répartition des ressources et des efforts qui, telle qu'elle est aujourd'hui, pénalise les plus démunis au profit des privilégiés. Seul un tel réajustement dans la répartition des ressources et des richesses qui pourrait être stimulant pour l'économie – et non la multiplication des plans d'économies pesant inévitablement sur les plus pauvres – peut faire accepter par tous les efforts que nécessite la très grave crise que nous traversons.

Jean-Pierre Pagé

L'ennemi est intra - muros.

Supprimons le Programme de Stabilité du gouvernement du Pasok !

Panos Kosmas, CADTM

*L'éventualité d'une faillite de la Grèce –le « drame grec », comme aime l'appeler la presse internationale- provoque des réactions impressionnantes aux quatre coins de la planète : selon les évolutions sur le front de la « faillite grecque », le directeur du FMI Strauss-Kahn, des dignitaires américains et européens, ou encore le grand spéculateur Georges Soros font des déclarations. Les tristement célèbres agences de notation interviennent, elles influent sur les taux de change de l'euro, du dollar et du yen, mais aussi du peso, du real, etc . Les bourses montent et descendent – et pas seulement la bourse grecque, mais même la puissante Wall Street qui s'est reprise dès qu'a circulé la nouvelle du plan européen de « sauvetage » de la Grèce.*

Le « cas grec » semble confirmer le « dicton » bien connu de la globalisation capitaliste : « le vol d'un papillon au Pacifique provoque une tempête en Europe ». Dans un certain sens, c'est juste : tout ce qui survient est tout d'abord lié à une perturbation plus large des équilibres dans le cadre de la globalisation capitaliste, et ne se réduit pas seulement à un simple problème interne à l'eurozone ou à une affaire bilatérale Grèce-UE.

Alors, de quoi s'agit-il en Grèce ? Pays « en faillite » participant à la monnaie unique européenne, elle a l'honneur de ne pas être simplement le « maillon faible » de l'eurozone, mais beaucoup plus que ça : le « talon d'Achille » des équilibres monétaires mondiaux et la « belle Hélène » de la nouvelle « Guerre de Troie » pour le réajustement de ces équilibres, tandis que la crise de la dette se déplace désormais vers les pays développés du Nord.

La crise de la dette au Nord

Un an et demi de crise économique capitaliste a eu (entre autres) comme résultat la création de conditions pour que se manifeste une « crise de la dette » dans le monde capitaliste développé. Une crise de la dette existe désormais dans les pays développés du Nord.

La crise de la dette dans les années 80 et 90 dans les pays en voie de développement, c'est à dire dans le Sud, , les conséquences pour les pays devenus son théâtre, mais aussi les bouleversements dans le système mondial lui-même qui l'ont accompagné, sont en général connus.

Ont agi comme instruments les taux d'intérêt et les taux de change, et comme « exécutants » les capitaux spéculatifs internationaux. Des pays entiers se sont effondrés et ont été pillés (du Mexique dans les années 80 jusqu'à l'Argentine à la fin des années 90).

Les spéculateurs se soucient peu du risque politique et des conséquences sociales de leurs actes ou de qui sera cette fois-ci le « maillon faible », c'est-à-dire le pays propice à être attaqué. Comme c'est bien connu, au début des années 90, Georges Soros n'avait pas hésité à attaquer et faire plier la livre anglaise...

La crise de la dette des pays du Nord était et est due à la nouvelle architecture des rapports Nord-Sud imposée progressivement après le choc pétrolier au début des années 70, et plus particulièrement à la politique des taux d'intérêt et à celle des rapports commerciaux qu'ont pu imposer aux pays du Sud les pays riches du Nord.

La crise de la dette était la « forme conjoncturelle » d'un mécanisme néocolonial de transfert de plus-value du Sud vers le Nord. Accessoirement et exceptionnellement, n'ont pas manqué les épisodes de redistribution de plus-value (de pillage spéculatif mutuel) au sein du Nord lui-même –comme le montre l'exemple de l'attaque susmentionnée contre la livre anglaise.

Au l'aube de la deuxième décennie du nouveau siècle, les conditions pour une crise de longue durée de la dette au Nord sont désormais réunies ! La dette publique des 10 pays les plus riches du monde, des pays de l'OCDE, mais aussi des pays de l'eurozone, tend déjà vers les 100% du PIB et on s'attend à ce qu'elle les dépasse au plus tard en 2014.

Le Nord développé est plongé dans les dettes jusqu'au cou pour deux raisons :

Primo, parce qu'il a largement socialisé les pertes privées (à travers les plans de sauvetage des banques, mais aussi au soutien d'autres secteurs industriels) ce qui a aggravé surtout la dette publique le déficit public.

Secundo, à cause de la baisse drastique des recettes de l'Etat, elle aggrave ainsi les déficits budgétaires et par voie de conséquence la dette publique. Ici, on peut faire une remarque plus générale : les politiques budgétaires du néolibéralisme, qui ont été construits sur l'austérité salariale et des dépenses publiques

ainsi que sur l'allègement de la fiscalité de la rente et du capital, se sont montrés de simples coquilles de noix dans la mer houleuse de la crise. La tentative de les maintenir en l'état au milieu de la crise (grâce à des politiques de réduction des dépenses), ne fait que prolonger, aggraver et compliquer la crise, approfondissant finalement la crise de la dette.

Tertio, parce que parallèlement à l'augmentation de la dette, son financement devient plus coûteux, d'un côté parce que se renforce la tendance à éviter le risque et de l'autre à travers un processus bien connu : qui dit baisse de la capacité d'emprunt dit augmentation des spreads (augmentation des taux d'intérêt), donc plus d'intérêts à payer pour la même « quantité » de dette, et par conséquent gonflement de la dette à travers le processus même de sa gestion !

Quarto, parce que d'énormes capitaux (des profits non réinvestis dans la production) voient tarir leurs traditionnelles sources de mise en valeur (c.-à-d. la spéculation) et s'orientent vers le secteur des obligations d'Etat et des équilibres monétaires.

Ces quatre causes mettent en évidence la crise de la dette, en tant qu'objet essentiel des antagonismes mondiaux. Elles accélèrent la formation, dans les pays du Nord eux-mêmes, des mécanismes de redistribution de la plus-value autant entre les pôles dominants (USA, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon, etc) qu'entre ceux-là et les périphéries du Nord, c.-à-d. les pays capitalistes moins développés. C'est vers ces deux directions, et avec une extrême violence, qu'est menée la guerre mondiale pour la gestion de la crise de la dette dans les pays du Nord.

Les « armes » de la guerre

Les instruments monétaires et financiers, mais aussi la concurrence des politiques budgétaires acquièrent une importance déterminante dans la gestion antagonique de la crise de la dette :

- Les taux d'intérêt : Les taux d'intérêt plus élevés d'une monnaie rendent plus attrayants les placements dans des titres qui ont été émis dans cette monnaie (entre autres les obligations d'Etat). Cependant, la politique des taux d'intérêt est aussi fonction des rythmes de la croissance, et en conséquence, c'est ici que commencent les vraies contradictions avec l'« économie réelle ».
- La politique de distribution de liquidités des banques centrales et l'inflation : L'émission de monnaie par les banques centrales accroît le danger inflationniste, lequel à son tour dévalorise la monnaie. Durant la crise, toutes les banques centrales des pôles capitalistes développés ont émis une masse considérable de monnaie, préparant ainsi le risque inflationniste dans une étape ultérieure.
- La notation de la capacité d'emprunt : Elle détermine grandement le coût de refinancement de la dette, c.-à-d. quels vont être les taux d'intérêt appliqués aux nouvelles obligations d'Etat. Les agences de notation sont des sociétés privées et plus susceptibles d'être soudoyées ou manipulées par des fonds spéculatifs plutôt que par des États.
- Les réserves de devises et les placements en obligations d'Etat : La Chine, l'Inde, le Brésil et les pays du Golfe, qui ont d'importantes réserves en devises, en investissent une grande partie en obligations libellées en monnaie forte : en dollar en premier lieu, en euro accessoirement. Le Japon, dont l'exorbitante dette publique (elle dépasse les 200% du PNB) est détenue à hauteur de 95% par des résidents, possède aussi des placements élevés en dollars.

L'antagonisme, mais aussi la coïncidence d'intérêts entre Chine-États-Unis et Japon détermine un point cauchemardesque d'équilibre instable pour le système mondial. Les réserves de devises sont bien sûr le résultat des excédents de la balance des paiements courants, ces excédents étant en rapport avec le volume mais aussi avec les modalités de la conduite du commerce mondial, etc.

- Les politiques budgétaires : A cette concurrence mondiale participent des États avec leurs monnaies nationales et l'eurozone avec l'euro. Comme la mondialisation capitaliste est le système le plus inhumain de défense des intérêts des créanciers (en généralisant : des intérêts de ceux qui investissent dans la finance), les marchés mondialisés du capitalisme mondial exigent l'adaptation des politiques budgétaires (recettes et dépenses publiques) à cette priorité : réductions drastiques des dépenses publiques, c.à.d. des dépenses pour les salaires, les pensions et la protection sociale, et augmentation des impôts indirects, c.à.d. de cette forme d'imposition qui est répartie de façon égale, et donc injuste sur toute la population puisqu'elle ne prend pas en compte les différences de revenu de chacun.

Voici les conditions pour que ceux qui investissent en obligations d'Etat, c.à.d. ceux qui prêtent aux États, soient assurés qu'ils auront leur argent remboursé. Et en plus : qu'ils prêteront de façon de plus en plus avantageuse, c.à.d. au plus cher. Il est clair que les « armes » de la guerre sont liées aux développements de « l'économie réelle » et l'influencent. De faibles taux d'intérêt et une politique souple de distribution de liquidités des banques centrales agissent contre la récession, tandis qu'à l'inverse, les sous-notations de la capacité d'emprunt et l'adaptation des politiques budgétaires aux besoins des prêteurs renforcent la

récession. Voici pourquoi la crise de la dette et sa gestion accroissent les incertitudes et rendent plus précaire et complexe la gestion de la crise du système économique et financier dans son ensemble.

## L'eurozone

La « crise de la dette » grecque et sa propagation à l'Irlande, l'Espagne, le Portugal (les tristement célèbres « PIGS »), et éventuellement à l'Italie, constitue un épisode de l'intégration de l'eurozone à la mondialisation et accélère la crise de la dette des pays du Nord.

Ce qui se produit avec la Grèce, et qui est susceptible de concerner également l'Italie, l'Espagne et le Portugal, dépend de leur capacité d'adaptation à ces conditions hostiles. Les attaques spéculatives massives à la périphérie de la zone Euro mettent à l'épreuve les faiblesses systémiques de l'architecture monétaire de toute la zone Euro.

Ces faiblesses tiennent d'une part au fait que les règles de l'Union Européenne ne permettent pas le transfert des ressources pour renforcer les États membres en difficulté, d'autre part à l'existence d'une monnaie commune sans budget commun ni autorité budgétaire commune, et enfin, à l'exigence d'une politique commune en matière de dépenses sans système fiscal commun, etc.

Les concurrents mondiaux de l'euro et les marchés ne rappellent pas seulement au capitalisme grec que la croissance créée avec de l'argent emprunté grâce au gonflement de la dette se paie très cher dans la mondialisation capitaliste. Ils rappellent aussi à l'Allemagne et aux pays dominants de l'eurozone qu'un euro fort – monnaie de réserve mondiale, ne peut pas s'appuyer sur un édifice branlant et sur l'architecture incohérente de l'actuelle eurozone et de l'UE.

Le dernier sommet informel de l'UE a exprimé son soutien politique à la Grèce, mais le fameux « plan de sauvetage » n'a pas encore vu le jour. Les dirigeants de l'UE ont pleinement conscience que l'attaque contre la Grèce fait partie d'une attaque plus générale contre l'euro, mais ils se trouvent devant une impasse : la « solidarité » envers la Grèce peut leur coûter le début d'un processus dont la finalité serait de changer l'architecture même de l'eurozone.

Les dirigeants néolibéraux de l'UE ne veulent pas ouvrir ce chantier car ils ont peur de la contestation de l'architecture néolibérale de l'édifice européen que ça pourrait déclencher.

Mais à part cela, ce qui est central, c'est le rôle du « dépositaire » de l'euro : l'Allemagne. C'est le seul pays qui profite de l'euro fort. C'est ainsi que l'expression de la « solidarité communautaire » à la Grèce a abouti à ce résultat irritant : une déclaration politique selon laquelle on ne laissera pas la Grèce faire faillit, mais sans spécifier les conditions de cette "aide".

À l'occasion de ce sommet, ils ont d'ailleurs combiné une déclaration portant des exigences pour la prise immédiate de nouvelles mesures coercitives de réductions des dépenses publiques (suppression du 14<sup>ème</sup> mois de salaire) et d'augmentation de la TVA.

Le sommet a en outre imposé une tutelle internationale tripartite, Commission-BCE-FMI, ce dernier assumant un rôle d'...expert. Quant à comment aider, ils n'ont encore rien déclaré, ce qui a eu comme conséquence immédiate la poursuite des attaques spéculatives contre les obligations grecques. Selon certaines fuites, la méthode préconisée pour le cas grec sera la plus coûteuse : l'absorption des obligations grecques par des banques des États-membres. Cela signifie que la « solidarité communautaire » se traduira par l'engagement des banques européennes pour garantir la couverture de l'émission des obligations grecques au niveau actuel, c.-à-d. sur la base de taux d'intérêt élevés. Ce qui signifie que l'économie grecque va continuer de plier sous les attaques des marchés et qu'elle payera au plus cher la « solidarité communautaire ».

Face à « l'amour vache » de Bruxelles, le gouvernement du Pasok commence déjà à lorgner vers le FMI, non pas pour ses qualités d'expert, mais en tant que prêteur. Ils sont de plus en plus nombreux dans le gouvernement ceux qui disent que le recours au FMI fera cesser la spéculation sur les obligations grecques. Ils disent aussi : « Mais qu'est ce que le FMI pourra nous demander de plus ? »...

Cependant, le recours au FMI est considéré par les dignitaires européens comme un "Casus Belli" car il menace de « détricoter » l'eurozone. Les dirigeants européens rappellent que, dans cette éventualité, ils ont les moyens de punir la Grèce... Déjà dans le Financial Times est apparu un projet d'exclusion de la Grèce de l'euro pendant cinq ans, de retour à la drachme avec la parité d'entrée dans l'euro (1 euro=340,75 drachmes) et au bout de cinq ans (qui seront, cela va sans dire, cinq ans d'austérité sanglante)... un retour à l'euro avec une parité 1/600 !!!

L'européanisme du capital s'effondre avec fracas, puisqu'il se traduit cyniquement par l'injonction suivante : "vous allez rester de force dans l'eurozone car il faut sauver la crédibilité de l'euro et l'architecture néolibérale de l'eurozone. Vous allez traverser plusieurs années d'austérité et de pillage, et tout ça afin que la Grèce protège l'euro –et non pas qu'elle soit protégée par lui », contrairement à que

disait jusqu'à aujourd'hui la doxa dominante. De l'autre côté, le recours au FMI signifierait se déplacer vers l'« axe » des alliances anglo-saxonnes. Sonnée, la bourgeoisie grecque est en train de se chercher des alliances dans la jungle de la mondialisation néolibérale à laquelle elle a adhéré de plein gré, réussissant l'exploit d'être promue au rang de bourgeoisie de pays capitaliste développé.

La « faillite grecque »

Ceci dit, on peut récapituler et conclure ainsi :

1. Le piège, c'est la dette et pas le déficit : Si c'était simplement le déficit, alors ce serait un problème interne de l'eurozone, il y aurait des pressions européennes pour des mesures dures, mais ne se poserait pas la question de la faillite. Pour le dire en mots plus simples : même si Bruxelles permet à la Grèce de continuer d'enfreindre les 3% du déficit prévus par le Pacte de Stabilité, les marchés continueront de faire pression sur la Grèce, la menaçant de faillite. Pour la simple raison que la dette grecque (c.à.d. plus de 300 milliards d'euros en obligations grecques) est disséminée et est négociée sur les marchés financiers mondiaux. Il suffit qu'il y ait une dépréciation massive des obligations grecques et de la bourse grecque pour que l'économie grecque arrive au bord du gouffre –d'autant plus qu'elle se trouve déjà en récession durable. Le problème est donc la dette, et si on parle du déficit, c'est parce que les coupes dures sont considérées comme la seule preuve crédible que la dette peut diminuer à court terme.

26 des 27 pays-membres de l'UE ont un déficit supérieur à 3% ! En clair, ceux qui déterminent l'ampleur des mesures de régression ne sont pas à Bruxelles mais constituent l'internationale des spéculateurs, c.à.d. les marchés mondialisés de capitaux.

Bruxelles laisse « tout simplement » la Grèce à la merci de ces marchés et lui demande de faire ce qu'ils désirent pour que l'euro ne soit pas touché. Pour protéger leur monstruosité néolibérale, elle lui « offre » une exposition durable aux attaques spéculatives, c.à.d. qu'elle la condamne à rester le punching-ball de service, lui garantissant seulement qu'elle... ne fera pas faillite.

2. L'attaque des spéculateurs contre la Grèce est une attaque contre l'eurozone : Et ceci pas seulement objectivement, mais aussi subjectivement. Ayant correctement diagnostiqué les « trous » de l'architecture de l'eurozone et sachant qu'il y a d'autres « maillons faibles », ils visent l'euro et l'eurozone. Ce qui arrive est un épisode, ou plutôt le premier épisode, de la gestion antagonique de la « crise de la dette » dans le monde développé, dans le Nord capitaliste. Dans la guerre qui vient de commencer, on ne peut rien exclure : de l'effondrement de l'eurozone à cause des attaques spéculatives et du refus des forces dirigeantes de l'UE d'œuvrer à l'unification politique, jusqu'à ce que l'Allemagne et les autres forces dirigeantes de l'UE soient contraintes d'avancer vers cette unification. Une preuve éloquente que le jeu est plus vaste et plus complexe, est l'éventualité que l'eurozone soit dissoute sous les coups des spéculateurs, c.à.d. que les spéculateurs et les opposants à l'euro « abolissent » l'eurozone ensemble avec Maastricht, le Pacte de Stabilité et tous les traités !

3. La « faillite grecque » n'est pas un problème intra-européen : l'adversaire n'est pas spécialement le Pacte de Stabilité ou l'UE, mais le réseau plus large des mécanismes de contrainte et de pillage du capitalisme néolibéral et de ses marchés mondialisés. La Grèce est le premier pays du Nord à subir les conséquences de la guerre monétaire et de la guerre plus générale de la « crise de la dette ». Elle est dépourvue d'instruments de défense économiques, puisqu'elle a volontairement concédé tous ses droits à exercer une politique monétaire, industrielle, agricole, commerciale et budgétaire à Bruxelles et à l'OMC.

Son gouvernement hésite entre quelle tutelle choisir : celle de la BCE et de Bruxelles ou celle du FMI ? Devrait-elle rester dans l'eurozone et recourir au FMI ? Ceci serait un coup porté à l'euro, et on peut être sûr que Bruxelles ne lui pardonnerait pas. Sortir de l'eurozone, tout en restant ou partant aussi de l'UE ? Elle peut se retrouver dans la situation de la Lettonie, de la Hongrie et de l'Ukraine, subissant une fuite massive des capitaux, l'effondrement de ses exportations, la perte ou la suspension des financements communautaires, une grande dévaluation de sa monnaie et son immersion dans une longue et profonde récession.

4. Y-a-t-il un « terrain » ou il est réaliste de récupérer ce qui a été perdu au niveau national par la perte des outils de politique économique et financière ? Pour les pays-membres de l'UE – même les puissants, mais beaucoup plus pour les faibles- le retour à la marche solitaire de la monnaie nationale et au protectionnisme serait un « isolement » catastrophique dans la jungle du capitalisme néolibéral et de ses marchés mondialisés.

Comme l'« européenisme » du capital s'effondre (c'est la Grèce qui doit sauver l'euro et pas l'euro qui devra protéger la Grèce), c'est la Gauche et les mouvements sociaux, qui doivent brandir le drapeau de l'« autre Europe ».

Les guerres monétaires et plus généralement la gestion antagoniste de la « crise de la dette » du Nord, sur fond de crise structurelle du capitalisme mondial, offriront en permanence les raisons et le terrain de la

solidarité des peuples européens, et plus spécialement ceux du Sud européen pour leur lutte commune contre la monstruosité néolibérale appelée UE. Déjà, la crise elle-même et les attaques des spéculateurs sont en train de « tester » ses résistances affaiblies. L'édifice européen a commencé à prendre l'eau dès la première épreuve –et on n'en est qu'au début.

Dans la jungle mondialisée du capitalisme néolibéral et à l'aube de la crise de la dette du Nord (qui est à la fois une conséquence et une manifestation de la crise générale du capitalisme), ce qui a été perdu, au niveau national pour ce qui relève de l'autonomie de la politique économique, ne peut être récupéré qu'au seul niveau européen.

L'UE actuelle ne peut pas le faire. Elle doit être remplacée par un autre édifice, une construction authentique des peuples européens, de leurs luttes et de leur solidarité. Ce combat sera livré dans l'UE actuelle et contre elle. Et c'est évident qu'il ne sera pas livré à notre place par les spéculateurs ou les concurrents de l'euro, qui s'attaquent à l'euro pour leurs propres raisons, à l'opposé des nôtres. Notre ennemi n'est pas l'« européenisme » en général, mais l'« européenisme néolibéral du capital » qui est en train de faire faillite devant nos yeux.

L'ennemi est intra - muros !

La situation de la bourgeoisie grecque, de son système politique et de son gouvernement est terrible. Le gouvernement du Pasok ne cache pas qu'« au point où nous sommes arrivés » il préférerait le recours au FMI : il sera contraint d'appliquer la même « recette » avec des mesures plus dures encore, mais « au moins les attaques spéculatives seront arrêtées et les conditions d'emprunt seront normalisées ».

Pourtant, la bourgeoisie n'hésite pas du tout dans ses choix plus généraux : elle veut rester dans l'eurozone, son éventuelle sortie ou expulsion –qui n'est pas prévue- serait néfaste pour ses intérêts et évidemment elle n'a pas d'états d'âme... pour faire payer la crise de nouveau aux travailleurs.

Elle a cependant deux problèmes : Primo, les politiques qu'elle est appelée à appliquer sont récessives et menacent de provoquer un cercle vicieux : aggravation de la récession de l'économie grecque, maintien des déficits élevés, exigence de nouvelles mesures, etc. La perspective d'un tel cercle vicieux n'enthousiasme pas les capitalistes grecs et le gouvernement, car elle est synonyme d'une baisse de l'activité économique et d'une diminution des profits.

Secundo, avec la pression continue pour ces mesures et surtout pour leur intensification immédiate, il y a fort à craindre que monte en flèche le « risque politique », c.à.d. le danger d'une agitation sociale de grande envergure. Le risque politique, lui, provoque une double peur : d'un côté parce que la Grèce ne respectera pas ses engagements et alors les pressions des spéculateurs s'intensifieront et le danger de la faillite s'approchera, et d'autre part, parce que sera testé le système politique et sa capacité à absorber des secousses sociales de grande dimension. Tout ça crée le spectre de la relégation du capitalisme grec dans la division capitaliste internationale du travail.

Ce qui est sûr est que la bourgeoisie grecque et son système politique ont décidé, sans aucune hésitation, qu'ils vont gérer les dangers en faisant payer la crise à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux immigrés, c.à.d. ceux « d'en bas ».

Du point de vue de ses intérêts, elle agit parfaitement : pour les mêmes raisons qu'elle a adhéré de plein gré au capitalisme mondialisé et plus spécifiquement à l'eurozone, au noyau développé du Nord global, elle livrera bataille pour que son adhésion ainsi que les avantages qu'elle implique ne soient pas remis en cause.

Grace à l'« union nationale » et le terrorisme du genre « il y a bien pire », « mieux vaut des sacrifices plutôt que l'effondrement du pays », la bourgeoisie grecque va exiger de ses sujets d'accepter sans sourciller les mesures. Pourtant, le scénario peut, pour plusieurs raisons, ne pas fonctionner. La plus importante est que, malgré ces sacrifices, la faillite et une crise générale plus profonde, (qui ressemble de plus en plus à un effondrement), ne puissent être évitées.

Afin de revendiquer le mieux possible sa place dans la mondialisation et s'assurer des alliances internationales, la bourgeoisie grecque fera tout pour faire passer toutes les mesures « indispensables » et contraindre les travailleurs à les accepter sans réactions, négociant avec ses concurrents et alliés internationaux, les rythmes et les conditions de la mise en œuvre de ces mesures tout en essayant de les rendre co-responsables du problème de « risque politique ».

Les marchés ne sont pas, eux, concernés par le risque politique, sauf s'il aboutit à une cessation de paiement. Par contre, Bruxelles se sent beaucoup plus directement concernée par ce risque politique, c.à.d. par une effervescence majeure et une révolte sociale contre ces mesures. D'un côté, parce qu'elle pourrait devenir contagieuse dans le continent européen et de l'autre, parce qu'elle multiplierait les pressions spéculatives contre l'euro.

Du tout a la partie

Finalement, la « chaîne » des conséquences est la suivante :

- La guerre monétaire dollar-euro constitue une perturbation majeure des équilibres mondiaux à l'origine de la « guerre mondiale » pour la gestion antagonique de la crise de la dette, laquelle « teste » les équilibres existants de la mondialisation capitaliste.
- L'attaque massive contre l'euro « teste », elle, les équilibres et les déficiences de l'architecture de l'euro et de l'eurozone.
- Le choix des forces dominantes de l'eurozone, et tout d'abord de l'Allemagne, est de transférer toute la pression sur le capitalisme grec, en lui demandant de se montrer digne de l'euro (qui lui a fait tellement de cadeaux), s'il veut rester membre méritant de la « sainte famille » du capitalisme développé.
- Le gouvernement grec accepte, pour le compte du capitalisme grec et du capital grec, que ces terribles pressions soient « transférées » sur les travailleurs grecs, la jeunesse, les immigrés et, les femmes.

Afin de garder les acquis de son adhésion au noyau développé de l'eurozone et d'avoir les moindres pertes résultantes de cette « aventure », le capitalisme grec choisit de prendre « toutes les mesures nécessaires ». La grande coalition consensuelle (Pasok, Nouvelle Démocratie, Laos), la stratégie « sécuritaire » et celle de la « tolérance zéro » ainsi que l'idéologie de la peur (« il y a pire ») sont ses armes principales.

Il n'y a pas de doute que, pour empêcher l'annulation de l'application des mesures, il va utiliser sans hésitation, au nom des « intérêts nationaux », la répression la plus dure en cas d'échec du consensus. Et tout ça uniquement pour défendre ses propres intérêts menacés et non pas parce qu'il serait soumis à Bruxelles.

De la partie au tout : Que faire ?

C'est pour ces raisons que : • La tâche essentielle de la Gauche grecque est de s'organiser et d'organiser une grande confrontation sociale, et de classe, contre la bourgeoisie grecque, les banquiers, les industriels et les patrons grecs, mais aussi contre leur système politique et leur gouvernement.

L'ennemi est intra-muros : les banques, le patronat, les ministères, ainsi que les « quartiers généraux » du Pasok, de la Nouvelle Démocratie et du Laos !

C'est pourquoi notre mot d'ordre principal doit être : **A BAS LE PROGRAMME DE STABILITE !** Ce mot d'ordre condense de façon claire la politique de la Gauche. Il cible l'adversaire ici (et pas « ailleurs »), dedans (et pas « dehors »).

Il illustre bien les oppositions radicales : d'un côté le capitalisme grec, la bourgeoisie grecque et ses alliés, le système politique et son gouvernement, et de l'autre, ceux qui veulent résister à Bruxelles en luttant contre ceux qui se soumettent à elle.

Il vise le « talon d'Achille » de tout cet enchevêtrement de forces qui menace d'écraser les droits ouvriers et sociaux : il illustre le moyen le plus concret, immédiat, accessible et efficace pour frapper l'architecture néolibérale de l'eurozone qui est de combattre les projets des « marchés ». Il s'agit de mettre en échec cette politique qui représente et précise leurs objectifs : le Programme de Stabilité et de Développement 2010-2013 du gouvernement !

C'est seulement si nous transformons la Grèce en « maillon faible » de la gestion néolibérale de la dette que nous contribuerons de la façon la plus décisive à notre « quote-part nationale » pour la lutte internationale contre les mécanismes planétaires et européens de mise au pas et de pillage des peuples.

Si le système va du tout vers la partie, imposant et rendant homogènes des politiques et lançant les mécanismes de mise au pas, la dialectique de la résistance des peuples va, elle, de la partie vers le tout.

Le bon vieux principe fondamental, l'internationalisme, se fonde sur et « se vérifie » avant tout ici par la volonté et la capacité de lutter contre « notre propre » capitalisme, « notre propre » bourgeoisie.

« Détermination » classiste des luttes, des mouvements et des résistances au niveau national - internationalisation des dynamiques qui se développent. Multiplication des « maillons faibles » et solidarité, coordination et collaboration internationaliste entre eux. Mobilisations internationales coordonnées des mouvements de résistance et de la Gauche. Voilà ce que doit être le projet de la Gauche !

Les occasions et les points de friction exacerbés pour la création des « maillons faibles » et l'ouverture des brèches au sein du système de la mondialisation néolibérale et de l'UE du capital peuvent varier.

Quand ils voulaient imposer aux peuples européens la « constitution européenne », la méthode pour la création des maillons faibles était de voter Non dans les pays où se tenaient des référendums.

Mais, même dans ces cas, la grande confrontation se déroulait à l'intérieur, dans ces pays eux-mêmes. Evidemment, nous avons aussi besoin d'un cadre de solidarité internationale des peuples dans cette lutte commune et d'une collaboration active entre ceux qui du point de vue mouvementiste constituent les « maillons faibles ».

Quel est alors notre « programme » international et européen ?

La Gauche et les mouvements devront élaborer des revendications, des mots d'ordre et des objectifs communs :

- Face aux spéculateurs internationaux il faut mettre en avant la revendication pour la CESSATION DES PAYEMENTS et L'ANNULATION PARTIELLE DE LA DETTE ET LA RENEGOCIATION DU RESTE ! Des revendications de ce genre vont mûrir très vite en même temps que se multiplieront des nouveaux épisodes et de nouveaux « maillons faibles » face à la « crise de la dette » des pays développés.
- Face à l'« union Européenne » il faut mettre en avant la revendication immédiate d'un FINANCEMENT PAR LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE de la dette grecque et de n'importe quel autre pays-membre de l'UE. Cette revendication constitue la meilleure « introduction » à la revendication plus globale qui est de déboulonner le néolibéralisme au niveau européen et d'abattre l'actuel édifice européen. Avec des revendications comme : ABROGATION DU TRAITE DE MAASTRICHT (c'est lui et non le Pacte de Stabilité qui interdit le financement des pays-membres par la Banque Centrale Européenne), ABROGATION DU PACTE DE STABILITE, CHANGEMENT RADICAL DES CRITERES DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE !

Si, au lieu d'avoir et d'appliquer une telle politique de classe et internationaliste, on se renferme, en dernière analyse, dans une position du genre « révolte populaire contre les despotes étrangers ». Si on succombe aux charmes de l'ethnocentrisme romantique, alors on est guetté par de multiples déformations qui se transformeront en autant de grandes erreurs stratégiques. Poser la ligne de démarcation entre les « soumis » et ceux qui « luttent » ou entre une « dignité nationale » et ceux qui « se lèvent » contre Bruxelles et les marchés.

Croire que la bourgeoisie grecque n'organise pas consciemment l'attaque contre les droits ouvriers et sociaux afin de défendre les acquis de son adhésion au « club » du capitalisme développé, parce qu'elle est –sans le vouloir- soumise à Bruxelles, serait le meilleur alibi pour le « sympathique » Mr. Papandreou, qui « fait des efforts, ne veut pas prendre de telles mesures », mais « ne peut pas faire autrement ».

Et serait aussi le meilleur plaidoyer pour les pleurnicheries gouvernementales du genre « afin que nous ne soyons pas totalement détruits » et pour que nous ne perdions pas « notre souveraineté nationale », nous devons accepter les mesures de régression sociale.

Et en plus nous devrions nous sentir... flattés parce qu' « ils se vengent sur la Grèce pour la révolte de décembre 2008 » ou « parce qu'elle a un haut niveau de résistance sociale » (mais si c'était comme ça, alors pourquoi sont-ils à la recherche des troubles sociaux et risquent-ils d'avoir un nouveau décembre de révolte, lequel pourrait cette fois s'avérer contagieux et non plus étudiant mais... ouvrier ?).

Finalement, on serait exposé à des délires nationalistes du genre « le retour des Allemands » (l'Allemagne qui... continue la Deuxième Guerre Mondiale contre la Grèce », et bientôt la mythologie populaire sera nourrie de nouvelles versions de la haine gréco-allemande et de l'amitié gréco-française), « l'Europe ne respecte pas la Grèce » (laquelle pourra, dans un avenir pas si lointain, constituer la base d'un nouveau pro-américanisme ou d'une sympathie -bien pilotée- pour le FMI) ou l'inverse « avec tout ça les Américains veulent imposer à la Grèce des solutions antinationales aux questions de la Macédoine, de Chypre ou de la mer Egée », etc.

On peut imaginer facilement qu'alors la rhétorique d'extrême droite ne sera pas très loin, et dans ce cas on pourra apprendre que tout ça n'est rien de plus qu'une conspiration universelle des Juifs contre l'hellénisme. D'ailleurs, c'est le porte-parole du groupe parlementaire du LAOS qui, commentant les réactions des alliés européens il y a pas si longtemps, a déclaré qu' « ils vont bombarder la Grèce pour la deuxième fois »...

Une opposition structurelle - Une gauche socialiste !

On est au début d'événements qui conduisent à un grand affrontement social et de classe d'importance historique. Pour le capitalisme grec et ses gouvernements, l'équation est simple, car ils n'ont pas l'habitude

de commettre des erreurs quand il s'agit de leurs intérêts de classe : ils doivent écraser les résistances ouvrières et sociales, soumettre leur « propre » classe ouvrière afin d'éviter des grandes pertes dans le processus de réévaluation des rapports de force au sein du club des pays développés.

La classe ouvrière, les mouvements sociaux et la Gauche se trouvent aux antipodes : ils ne doivent pas permettre un recul de dimension historique de leurs droits, lequel va « financer » les intérêts du capital grec. La confrontation sociale et de classe sera dure. La probabilité que cèdent les « digues », que se brise le « consensus de la peur », qu'on puisse avoir une grande mobilisation ouvrière et sociale ainsi que des secousses politiques à grande échelle, est tout à fait plausible.

Devant les irrésistibles nécessités d'un affrontement social de classe, face à de telles dimensions et de tels enjeux, au beau milieu d'une « sanglante » conjoncture économique et sociale, le discours et l'action de la Gauche doit être subversif, pertinent et socialiste.

L'organisateur actuel des attaques contre les droits ouvriers et sociaux, G. Papandreou, avait posé avant les élections, tout à fait prophétiquement, le dilemme « Socialisme ou barbarie » !

La Gauche, qui se sent tellement défaite au point qu'elle n'a pas le courage de poser elle-même ce dilemme, est indigne des circonstances historiques !

Mais, le discours oppositionnel doit aussi s'élever à la hauteur des circonstances historiques. La Gauche, porteuse de « solution alternative à la crise », d'une solution qui, même en paroles, n'est pas porteuse de subversions à caractère socialiste, est condamnée d'ajouter des notes en bas de page et des astérisques tandis que la bourgeoisie écrira des nouvelles pages de victoires contre la classe ouvrière, la jeunesse, les immigrés et les résistances sociales.

Les « grands oui » de la Gauche, ses propres objectifs programmatiques contradictoires, n'ont pas pour objectif de sortir le système de la crise, ni ne peuvent réussir une telle chose ! Ces « grands oui » combattent les grands « non » au système et la perspective subversive pour le dépassement du système. Tout ça renvoie à une opposition anticapitaliste-socialiste, structurée et subversive qui s'appuiera sur l'intervention sociale de masse, pour que soient déclenchées des résistances sociales de grande envergure.

Les revendications politiques et programmatiques centrales doivent aussi s'élever à la hauteur des circonstances :

• NATIONALISATION DE TOUTES LES BANQUES SANS INDEMNITE ! • RENATIONALISATION DE TOUTES LES ENTREPRISES PRIVATISEES ! • ANNULATION DES PARADES MILITAIRES ! • IMPOSITION DE LA FORTUNE DE L'EGLISE AU TAUX LE PLUS ELEVE ! • AUGMENTATION DE 45% DU TAUX D'IMPOSITION FISCALE DES PROFITS ! • ABROGATION DES LOIS ANTI-SECURITE SOCIALE ET DE TOUTES LES FORMES DE TRAVAIL PRECAIRE ! AUGMENTATION DES SALAIRES ET DES PENSIONS ! AUGMENTATION DES DEPENSES SOCIALES !

Enfin, la gravité de la situation exige un appel public clair en faveur de la mobilisation unitaire de toutes les forces de la Gauche sur la base de l'objectif central de l'abrogation du Programme de Stabilité et pour l'action commune autour de plusieurs revendications programmatiques et politiques de pointe.

Ceux qui ne répondront pas à cet appel public, assumeront toute la responsabilité de leur refus –les travailleurs et la jeunesse les jugeront très sévèrement !

Au moment où le capital grec s'est assuré le consensus de la « grande coalition » Pasok, N.D., LAOS, pour pourfendre les droits ouvriers et sociaux, les travailleurs ont besoin d'un soutien politique, d'un accord politique au moins équivalent de la Gauche pour la défense de leurs intérêts !

P.-S. Panos Kosmas est dirigeant de l'organisation « Kokkino » (Rouge), composante de la Coalition de la Gauche Radicale (SYRIZA). La traduction en français est due à Georges Mitralias et a été entièrement revue par Pascal Franchet et Claude Quémar.